

SEMINAIRE NATIONAL GIP FCIP BORDEAUX 30 Juin – 1 Juillet 2022

Synthèse de l'atelier : Portages académiques de l'offre de formation en apprentissage : partenariats CFAA/Greta

Introduction

L'objet de l'atelier résidait dans le recensement des problématiques afférentes au portage des formations par apprentissage. Il fut intéressant d'examiner les solutions trouvées par les académies pour réguler l'offre de formations entre nos structures de l'Education Nationale tout en les positionnant dans le marché concurrentiel libéralisé depuis 2018. Ayant maintenant 3 années de recul depuis la mise en application de la loi, les collègues ont explicité l'ensemble des solutions et outils de portage à leur disposition tout en mettant en avant les points de vigilance qu'impliquent leurs organisations.

1. Constat : une diversité de solutions de portage en académie

La diversité des académies et des fonctions occupées au sein de l'atelier a mis en évidence une multitude de dispositifs opérationnels. Ces derniers oscillent entre des Greta/CFA portant l'ensemble de l'offre de formation à des Greta et des CFA où un conventionnement par formation est mis en place. Le choix au sein de certaines académies est de restreindre le portage de l'apprentissage aux CFAA qui conventionnent en sous-traitance aux Greta en conservant un pourcentage des coûts contrats pour les actes administratifs. Quelques choix particuliers donnent cependant à réfléchir où toutes les formations en mixité sont portées par les Gip et les groupes autonomes par les greta.

Dans tous les cas les modèles fonctionnent et sont le fruit de l'histoire en lien avec les implantations précédant la loi Pénicaud. La répartition du portage est dans le résultat d'une politique académique en lien avec les territoires.

2. Les Dapfic et Drafpic « organes centraux de régulation »

Les participants mettent en avant la difficile mission d'harmonisation et d'arbitrage de la carte des formations par apprentissage. Dans tous les cas, il est stipulé la nécessité fonctionnelle de centraliser la décision : les Drafpic et Dapfic régulent aujourd'hui la carte. Ces décisions dépassent très largement la formation par apprentissage puisque naturellement des concurrences entre les différentes voies existent. Les modèles économiques qui en découlent sont autant d'éléments qui permettent de prendre les décisions en lien avec les territoires (parfois les Dreetts et préfectures). Les participants évoquent pour beaucoup leur attachement au service public d'éducation qui reste le seul à exister dans les territoires particulièrement isolés tant par l'apprentissage que la formation continue ou encore la voie initiale sous statut scolaire.

3. Une structuration des académies et grandes académies à consolider et achever

Quelques collègues évoquent des difficultés majeures de lisibilité de l'offre qui créent de la confusion interne au sein même de nos structures. Il est donc certain qu'il faut imaginer des modèles flexibles d'ouverture/fermeture des offres tout en centralisant la décision. Très souvent existent des instances de régulation entre Cesup au sein des différents Greta d'une académie ou des comités de liaison Greta/CFA présidés par les Drafpic ou leurs adjoints. Des outils de portage doivent être développés pour permettre de fluidifier les échanges entre les structures. Une harmonisation de ces derniers est aujourd'hui compliquée à mettre en place à court terme mais semble être indispensable à long terme.

SEMINAIRE NATIONAL GIP FCIP BORDEAUX 30 Juin – 1 Juillet 2022

Synthèse de l'atelier : Portages académiques de l'offre de formation en apprentissage : partenariats CFAA/Greta

4. Leviers observés et pistes d'amélioration

- La mixité représente aujourd'hui une solution viable pour de petits effectifs d'apprentis dans les zones rurales ou sur des spécialités rares. Cependant les modèles économiques vont évoluer et interrogent sur la pérennité et la soutenabilité financière des choses. Dans les cas où le modèle économique est déficitaire, des académies avec le GIP ont fait le choix de créer un fond de soutien pour financer ces formations. L'ensemble des OF cotisent un pourcentage de leur produit contrat sur un fond mutualisé comblant le déficit de ces formations,
- Réaliser une carte annuelle de l'apprentissage validée par le (la) recteur.trice et des instances en lien avec les doyens des inspecteurs,
- Harmoniser les pratiques et les instances de régulation au niveau académique ou région académique,
- Centraliser les services supports dans les GIP en laissant le développement commercial au terrain (CFC ou développeurs de l'apprentissage),
- Centraliser les demandes d'investissement au GIP en lien avec les adjoints dafpic pour réaliser une cartographie complète des investissements en établissements,
- Financement par le GIP de postes de CFC pour réaliser le lien opérationnel Greta/Cfa.

5. La concurrence externe/la marque de fabrique éducation Nationale

L'éducation Nationale est devenue un opérateur incontournable dans le paysage de l'apprentissage. Cependant des situations concurrentielles arrivent à déstabiliser des formations ayant pignon sur rue depuis de nombreuses années. Il est donc nécessaire de réagir en premier lieu en utilisant la mission de contrôle de l'apprentissage comme un moyen qui peut examiner la qualité des formations dispensées chez certains concurrents.

Il faut mettre en avant la marque « Education Nationale », le maillage territorial, la qualité de la formation en évoquant les chiffres trop souvent méconnus de réussite aux examens ou d'insertion professionnelle. Il faut travailler la lisibilité à l'externe et à l'interne, mettre en avant l'expertise, la sécurisation des parcours de formation, développer un outil de présentation de l'offre de formation.

Conclusion

L'ensemble des collègues font état de la nécessité de créer une entrée unique de l'alternance dans l'éducation nationale pour les usagers. Certaines académies ont évolué, à l'aide d'un financement de leurs OF, vers un service marketing, commercial et de communication commun avec pour support les GIP. La commercialisation de nos formations semble devenir une nécessité pour laquelle une professionnalisation des acteurs sera à n'en pas manquer une clef de développement.